

GE_GERICHTE A/1014/2017 vom 13. Juli 2016

GE Cour de justice, 2016-07-13, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_1014_2017

FR: GE_GERICHTE A/1014/2017 du 13 juillet 2016

IT: GE_GERICHTE A/1014/2017 del 13 luglio 2016

Regeste

SAISAL | LP.93.1

Erwägungen

E. 1.1

La Chambre de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 al. 1 LP; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP; art. 125 et 126 al. 1 let. a et al. 2 let. c LOJ) contre des mesures de l'Office non attaques par la voie judiciaire (art. 17 al. 1 LP), tel le procès-verbal de séquestre. A qualité pour former une plainte toute personne lésée ou exposée à l'être dans ses intérêts juridiquement protégés, ou tout au moins touchée dans ses intérêts de fait, par une décision ou une mesure de l'office (ATF 138 III 628 consid. 4; 138 III 219 consid. 2.3). C'est en principe toujours le cas du débiteur poursuivi et du créancier poursuivant (Erard, in CR LP, n° 25 et 26 ad art. 17 LP; Dieth/Wohl, in Kurzkomentar SchKG, 2ème éd., 2014, n° 11 et 12 ad art. 17 LP). La plainte doit être déposée, sous forme écrite et motivée (art. 9 al. 1 et 2 LaLP; art. 65 al. 1 et 2 LPA, applicable par renvoi de l'art. 9 al. 4 LaLP), dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP).

E. 1.2

En l'espèce, la plainte a été interjetée en temps utile par le débiteur, susceptible d'être touché dans ses intérêts, et répond aux exigences de forme requises par la loi. Elle est ainsi recevable.

E. 2

Critiquant l'établissement de ses revenus et de ses charges, le plaignant conteste le calcul de son minimum vital établi par l'Office le 14 mars 2017 et le séquestre de salaire qui en découle.

E. 2.1

Le séquestre est exécuté par l'Office (art. 274 al. 1 LP), lequel applique par analogie les art. 91 à 109 LP relatifs à la saisie (art. 275 LP). Il lui revient en particulier de statuer sur la saisissabilité des biens visés par l'ordonnance de séquestre (art. 92 et 93 LP) et de les estimer (art. 97 al. 1 LP). Son pouvoir est limité aux mesures d'exécution proprement dites et à la régularité formelle de l'ordonnance de séquestre (ATF 129 III 203 consid. 2.2 et 2.3; arrêt du Tribunal fédéral 5A_883/2012 du 18 janvier 2013 consid. 6.1.2 et les références citées). A teneur de l'art. 93 al. 1 LP, tous les revenus relativement saisissables tels les revenus du travail peuvent être saisis, déduction faite de ce que le préposé estime indispensable au débiteur et à sa famille (minimum vital). Pour fixer le montant saisissable, l'office doit d'abord tenir compte de toutes les ressources du débiteur; puis, après avoir

déterminé le revenu global brut, il évalue le revenu net en opérant les déductions correspondant aux charges sociales et aux frais d'acquisition du revenu; enfin, il déduit du revenu net les dépenses nécessaires à l'entretien du débiteur et de sa famille, en s'appuyant pour cela sur les directives de la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse (BISchK 2009 p. 196 ss), respectivement, à Genève, sur les Normes d'insaisissabilité édictées par l'autorité de surveillance (RS/GE E 3 60.04; Ochsner, *Le minimum vital* (art. 93 al. 1 LP), in SJ 2012 II p. 119 ss, p. 123). Les dépenses nécessaires à l'entretien du débiteur se composent en premier lieu d'une base mensuelle d'entretien, fixée selon la situation familiale du débiteur, qui doit lui permettre de couvrir ses dépenses élémentaires, parmi lesquelles la nourriture et les frais de vêtement (Ochsner, *op. cit.*, p. 128). D'autres charges indispensables, comme les frais de logement proportionnés à la situation économique et personnelle du débiteur (art. II.1 et II.3 NI-2017), les primes d'assurance-maladie obligatoire (art. II.3 NI-2017) et les frais de déplacement du domicile au lieu de travail art. II.4 let. d NI-2017), doivent être ajoutés à cette base mensuelle d'entretien, pour autant qu'elles soient effectivement payées (Ochsner, in CR-LP, n° 82 ad art. 93 LP). Les impôts (ch. III des Normes d'insaisissabilité), les frais non strictement nécessaires, tels les frais de loisirs, de vacances, de redevances radio-TV ou téléphone non inclus dans le montant de base, etc., ainsi que les primes d'assurances non obligatoires, ne font pas partie du minimum vital (SJ 2000 II 213; Bastons Bulletti, *L'entretien après divorce : méthodes de calcul, montant, durée et limites*, in SJ 2007 II 84, p. 88). Seuls les montants effectivement payés doivent être pris en compte (ATF 121 III 20 consid. 3b, in JdT 1997 II p. 163; 120 III 16 consid. 2c, in JdT 1996 II p. 179; 112 III 19, in JdT 1988 II p. 118).

E. 2.2

En l'espèce, le plaignant critique tant l'établissement de ses revenus que de ses charges. Se basant sur une attestation de son employeur établie le 16 mars 2017, le plaignant fait valoir que ses revenus mensuels s'élèvent à 11'179 fr. et non à 12'272 fr., comme retenu lors de la fixation des contributions d'entretien. Si son employeur a certes attesté du fait qu'il avait disposé pour l'année 2015 d'un montant annuel net de 134'159 fr. soit 11'179 fr. 92 par mois, il a précisé que ce montant s'entendait après paiement des impôts américains auxquels le plaignant était soumis, se référant pour le surplus au certificat annuel de salaire 2015. Il ressort de ce document que le plaignant a perçu un salaire annuel brut de 151'913 fr. auquel s'est ajoutée une allocation pour impôts ("Tax allowance") de 13'664 fr. Si l'intitulé de ce versement indique que cette somme est destinée au paiement d'impôts américains, rien ne permet cependant de vérifier que l'intimé ait effectivement affectée ladite somme au paiement de tels impôts, ni qu'il ait été tenu de le faire. Le plaignant ne produit aucun document concernant sa taxation, que ce soit en relation avec son assujettissement à l'impôt américain ou le montant même de l'impôt dû. Dans ces conditions, la charge fiscale ne peut être considérée comme une dépense effective devant d'être déduite des revenus. Ce grief sera donc rejeté. Le fait que les contributions d'entretien auraient été calculées sur des revenus incorrects par le juge des mesures protectrices de l'union conjugale n'est d'aucun secours au plaignant, dans la mesure où il ne revient pas à l'Office de revoir le bien-fondé de la créance à la base de la poursuite, son pouvoir d'examen étant limité à la régularité formelle de l'ordonnance de séquestre et aux mesures d'exécution proprement dites. Concernant ses charges mensuelles, le plaignant fait valoir que sa fille aînée vit chez lui depuis août 2016 et qu'il en assume l'entretien depuis cette date. Ce fait est contesté par l'intimée et fait d'ailleurs l'objet d'une procédure en modification des mesures protectrices de l'union conjugale, initiée en septembre 2016. Néanmoins, l'Office a pris en compte les

explications du plaignant, dans la mesure où il a augmenté le montant de son entretien de base à 1'350 fr., correspondant à la situation d'un débiteur avec un enfant à charge (cf. art. I.2 NI-2017). Pour le surplus, c'est à juste titre que l'Office n'a plus tenu compte des contributions courantes dans les charges du plaignant dès lors que ce dernier a cessé de s'en acquitter. En outre, le plaignant allègue des dépenses supplémentaires à celles retenues par l'Office, à savoir une garantie de loyer, son abonnement de téléphone, une assurance-vie et les frais de son véhicule privé. Il ne fournit toutefois aucune pièce justifiant de ces dépenses. Bien que le juge des mesures protectrices ait retenu certaines de ces charges dans la procédure au fond, cela ne signifie pas pour autant que celles-ci soient encore d'actualité ou effectivement payées. De plus, dans le cadre de l'exécution du séquestre, les frais de téléphone et de l'assurance-vie ne font pas partie du minimum vital à prendre en compte, selon les normes d'insaisissabilité applicables en la matière. Quant aux frais de transport, l'Office a retenu un montant de 70 fr., correspondant aux coûts d'un abonnement pour les transports publics. A cet égard, le plaignant ne démontre pas la nécessité d'un véhicule privé. Il n'allègue en particulier pas en avoir besoin pour se rendre à son travail ou à titre personnel. Concernant les enfants, il est contesté que le débiteur doit accompagner sa fille à l'école, l'intimée alléguant qu'un bus scolaire est organisé à cet effet. Par conséquent, c'est à juste titre que l'Office n'a pas retenu ces charges dans le budget du plaignant. Le plaignant critique ensuite le montant de la créance invoquée par son épouse à hauteur de 21'760 fr. concernant les arriérés de pensions pour les mois de juin 2015 à juin 2016. Ce moyen, relatif à l'existence et au montant de la créance pour laquelle le séquestre a été ordonné, relève toutefois de la compétence du juge civil et non de la Chambre de céans. Au vu de ce qui précède, les griefs invoqués par le plaignant s'avèrent infondés. Ce dernier ne saurait par conséquent être suivi lorsqu'il prétend que le séquestre actuellement en vigueur porterait atteinte à son minimum vital ou aboutirait à une situation disproportionnée par rapport à son épouse, les montants à disposition de cette dernière n'étant à cet égard pas pertinents. La production de pièces requise par le plaignant n'étant en conséquence pas justifiée, elle sera rejetée. La plainte sera dès lors rejetée dans son intégralité.

E. 3

La procédure de plainte est gratuite (art. 20a al. 2 ch. 5 LP et art. 61 al. 2 let. a OELP) et il ne peut être alloué aucuns dépens dans cette procédure (art. 62 al. 2 OELP). * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable la plainte formé le 22 mars 2017 par A_____ contre la décision de l'Office du 14 mars 2017. Au fond : La rejette. Siégeant : Monsieur Patrick CHENAUX, président; Madame Natalie OPPATJA et Monsieur Claude MARCET, juges assesseur(e)s; Madame Marie NIERMARECHAL, greffière. Le président : Patrick CHENAUX La greffière : Marie NIERMARECHAL Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art.

42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.